



**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°119-DDPP-23
d'exploiter une unité de production et de traitement de bois à Mably (42300)**

Le préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 22-127 du 12 juillet 2022 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu les arrêtés préfectoraux en dates des 22 décembre 2016 et 14 juin 2019 antérieurement délivrés à la société ISONAT pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Mably, -ZI Bonvert, rue Barthélémy Thimonnier ;
Vu la demande d'extention d'activité présentée par la société ISONAT, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de panneaux d'isolation en fibres de bois d'une capacité maximum de 3 590 m³/jour sur le territoire de la commune de Mably (42 300), ZI de Bonvert, rue Barthélémy Thimonnier,
Vu la demande de Cas par Cas déposée par l'exploitant préalablement au dépôt de son dossier de demande d'extension d'activité,
Vu la décision de l'Autorité Environnementale en date du 29 juin 2022 dispensant le projet d'étude d'impact, le soumettant à Autorisation Environnementale avec étude d'incidence,
Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande,
Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
Vu la décision n° E22000135/69 en date du 8 novembre 2022 du président du tribunal administratif de Lyon portant désignation du commissaire-enquêteur ;
Vu l'arrêté préfectoral n°168/2022 du 5 décembre 2022 ordonnant l'organisation d'une enquête publique ;
Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes ;
Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
Vu le rapport et les propositions en date du 1^{er} mars 2023 de l'inspection des installations classées de la DREAL ;
Vu l'avis en date du 4 avril 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation,

prévues dans les dossiers de demande, permettent de limiter les inconvénients et dangers ;
Considérant qu'en suite de l'incident qui s'est déroulé sur site le 27 février 2023, certaines dispositions particulières doivent être mises en œuvre pour prévenir son renouvellement ;
Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société ISONAT, qui exploite une installation de fabrication de panneaux d'isolation en fibres de bois sur le territoire de la commune de Mably (42 300), ZI de Bonvert, rue Barthélémy Thimonnier est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à étendre ses activités à la même adresse selon les installations et prescriptions détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	AS, A ,E, D, DC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
3610	c	A	Fabrication, dans des	Fabrication de	Capacité	600 m ³ /j	3

			panneaux à base de bois suivants : panneaux de particules orientées, panneaux d'aggloméré ou panneaux de fibre	flexibles en fibres de bois	production		590 m ³ /j
2260	2	DC	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épiluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226.	Déchiquetage de plaquettes de bois	Puissance installée	500 kW	4600 kW
2410	A	NC	Ateliers où l'on travaille le bois ou des matériaux combustibles analogues : Installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610	Fabrication de panneaux rigides et flexibles en fibres de bois	Capacité de production	600 m ³ /j	3590 m ³ /j
1530	3	D	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public	Stockages de "produits finis"	Volume susceptible d'être stocké	supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	14 800 m ³
1532	3	D	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse	Stockages de plaquettes de bois et billons	Volume susceptible d'être stocké	supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur à 20 000 m ³	15 000 m ³
2910	A2	DC	Installation de combustion	Chaudière au gaz naturel	Puissance thermique maximale	Supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	7,45 MW

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale du site est la rubrique 3610.c relative à fabrication,

dans des installations industrielles, de panneaux à base de bois et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF WBP « Fabrication de panneaux à base de bois ».

Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L.515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R.515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

Le site n'est pas soumis à la Directive SEVESO, ni par dépassement direct d'un seuil ni par application de la règle de cumul.

Les installations citées au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de l'établissement annexé au présent arrêté.

Article 1.2.2 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
Mably	N° 000 AE 119 et 90 (en partie)	ZI de Bonvert

La surface imperméabilisée sur site représente 26 500 m² soit 5 500 m² de bâtiments et 21 000 m² de surfaces bitumées.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1 Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1 Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIERES

Article 1.5.1 Objet des garanties financières

Les installations concernées par l'article R.516-1 du code de l'environnement sont les installations de fabrication de panneaux à base de fibres de bois (rubriques 3610 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36 du code de l'environnement).

L'objet des présentes garanties financières concerne la mise en œuvre des mesures prévues par le plan de post-fermeture incluant notamment la mise à l'arrêt définitif du site et sa surveillance durant une période d'au moins trente ans après sa mise à l'arrêt définitif. Ce montant correspond au minimum au montant de la soulte prévu au d du I de l'article L.229-47 du code de l'environnement

Les installations relevant du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'objet des présentes garanties financières vise la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R.512-39-1 et R.512-46-25 du code de l'environnement.

Article 1.5.2 Montant des garanties financières

Installations relevant du 5° de l'article R.516-1

Rubrique	Libellé des rubriques	Quantité unitaire maximale retenue pour le calcul de l'événement de référence
3610	Fabrication, dans des installations industrielles, de panneaux à base de bois suivants : panneaux de particules orientées, panneaux d'aggloméré ou panneaux de fibres	3690 m ³ /jour

Le montant total des garanties à constituer est de 231 390 euros TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 667,7 et un taux de TVA de 19,60 %.

Il est basé sur une quantité maximale de matières premières et de déchets pouvant être entreposés sur le site définie à l'article 1.5.2 du présent arrêté. Les quantités maximales autorisées présentes sur le site sont précisées dans les tableaux ci-après :

Déchets entrants	Filières de traitement	Localisation	Reprise, Rachat ou Elimination	Tonnage maxi à un instant t
Plaquettes	Industrie bois énergie	Régional	Rachat	4 650
pMDI	Suez	Régional	Elimination	86,1
Produits hydrofuges	Fournisseur	Allemagne	Reprise	9
	Suez	Régional	Elimination	1
Retardateur de flamme	Fournisseur	Belgique	Reprise	9
	Suez	Régional	Elimination	1
Liant Flex	Fournisseur	Danemark	Reprise	10
	Suez	Régional	Elimination	5
Produits de traitement anti tartre et anticorrosion (chaudière vapeur)	Suez	Régional	Elimination	0,99
Réactifs station d'épuration	Suez	Régional	Elimination	3,68

Déchets entrants	Filières de traitement	Localisation	Reprise, Rachat ou Elimination	Tonnage maxi à un instant t
Huiles	Suez	Régional	Elimination	2
Séparateur hydrocarbures : hydrocarbures et eaux souillées	Suez	Régional	Elimination	8

Déchets sortants	Filières de traitement	Localisation	Reprise, Rachat ou Élimination	Tonnage mesuré à un instant t
Bassin de décantation : matières issues du nettoyage	Suez	Régional	Élimination	200
Station d'épuration : matières issues du nettoyage	Suez	Régional	Élimination	20
Déchets de production (détail ci-dessous)	Divers prestataires	France		1 186
Orb	SAS de Picollière	Changy	Élimination	20
Poussières	SAS de Picollière	Changy	Reprise	4
Bois classe A	Norske Skog	Golbey (AB)	Reprise	4
Ferrailles	Brossette Récupération	Pouilly sous Charfieu	Rachat	5
Plastiques (film PEBD)	SAS PERRAS	Saint Vincent de Reims	Rachat	1
Cartons	SAS PERRAS	Saint Vincent de Reims	Rachat	2
IBC vides	SAS de Picollière	Changy	Reprise	-
Balles fibre	BM Environnement	Riorges	Reprise	150
Fibre bois humide	RV Bois	Saint Romain le Puy	Rachat	1 000
Gazole Non Routier	Fournisseur	Régional	Rachat	0,8
Déchets Spéciaux Divers Détail Ci-dessous	Suez	Régional	Élimination	6,12
Emballages souillés				2
Aérosols				0.2
Tubes fluo				0.3
Piles				0.3
DÉEE				0.3
Eau de rinçage souillée				0.02

Article 1.5.3 Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité des installations dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.5.4 Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3 ci avant.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Article 1.5.6 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.5.7 Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8 Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières.
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 (ou R.512-46-25 pour l'enregistrement) du code de l'environnement.
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux.
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant.
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.5.9 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 et R.512-46-25 à R.512-46-27 du code de l'environnement par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 1.5.10 Exonération de constitution des garanties financières

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L.516-1, L.516-2 et L.512-18 du code de l'environnement, et conformément au deuxième alinéa de l'article R.516-1 du code de l'environnement, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R.516-2, est inférieur à 100 000 €.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3 Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4 Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.6.5 Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.6.6 Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- .l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- .des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- .la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- .la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre. Notamment, l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif devra considérer l'état du site d'implantation de l'installation tel que repris dans le rapport de base joint au dossier d'autorisation de mars 2016 et dans l'étude de sols produite au dossier et datant de mars 2022, pour comparaison avec l'état de pollution du sol et des eaux souterraines lors de la mise à l'arrêt définitif.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- .limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- .limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- .respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après
- .la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- .prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1 Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Article 2.3.2 Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon

état de propreté (peinture, poussières, envols ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1 Danger ou nuisance non prévu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- .le dossier de demande d'autorisation qui conduit à l'édiction du présent arrêté,
- .les plans tenus à jour, dont le plan des réseaux,
- .les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- .les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- .les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- .tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique. Il met en œuvre les meilleures techniques disponibles détaillées dans le document BREF WBP « Fabrication de panneaux à base de bois » aux fins d'atteindre les objectifs d'émissions les plus bas possibles.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- .à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- .à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, etc.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 3.1.2 Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre

Article 3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 3.1.4 Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- .les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- .Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- .les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- .des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5 Emissions diffuses et envols de poussières

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1 Dispositions générales

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les

causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. Ce registre peut être numérique.

Article 3.2.2 Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet

N°	Installations raccordées	Hauteur (m)	Dimension ou diamètre (mm)	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Autres caractéristiques
1	Séchoir (existant)	21	1 500	69 000	13	Epuration par voie humide
2	Chaudière	21	795	6245	5	Gaz naturel
3	Etuve	14	900	25 000	16	Gaz naturel
4	A - Cyclo-filtre FL (Forming Line)	12.56	900	43 658		Ligne rigide
5	B - Cyclo-filtre CSS (presse et refroidisseur)	12.56	900	37 224		Ligne rigide
N°	Installations raccordées	Hauteur (m)	Dimension ou diamètre (mm)	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Autres caractéristiques
6	C - Cyclo-filtre FDL (usage)	11.16	900	23 770		Ligne rigide
7	D - Cyclo-filtre Flex (Forming)	12.56	900	60 159		Ligne flexible
8	E - Cyclo-filtre Flex (Mixing)	12.56	900	63 339		Ligne flexible
9	F - Cyclo-filtre Flex (Cooler)	12.56	900	50 469		Ligne flexible
10	A - Cyclo-filtre Flex (nettoyage)	12.56	900	50469		Ligne flexible
11	Cyclo-filtre poussières	12.56	900	50 469		Poussières Gaz naturel
12	Séchoir (projet)	31	1 900	118 650	13	Epuration par voie sèche

Article 3.2.3 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Ces valeurs limites sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduels secs, de 3 % pour l'équipements suivant : Chaudière.

N° AP	Séchoir existant	Four U7 (étuve)	Chaudière	Cyclofiltre U6 Forming (FU) Cyclofiltre A	Cyclofiltre U6 presse et refroidisseur (CS) Cyclofiltre B	Cyclofiltre U6 lavage ATE (FD) Cyclofiltre C	Cyclofiltre U7 foaming Cyclofiltre Flex Forming	Cyclofiltre U7 mixing Cyclofiltre Flex Mixing	Cyclofiltre U7 refroidisseur (cooler) Cyclofiltre Flex Cooler	Cyclofiltre U7 nettoyage	Cyclofiltre Poussières	Séchoir projet
	1	3	2	4	5	6	7	8	9	10		
Caractéristiques physiques												
Hauteur (m)	21,00	14,00	21,00	12,56	12,56	11,16	12,56	12,56	12,56	12,56	12,56	31,00
Diamètre (m)	1,50	0,90	0,90	0,80	1,27	0,80	0,90	0,90	0,90	0,90	0,90	1,90
Débit (Nm³/h)	68 979	25 000	6 245	43 658	37 224	23 770	60 159	63 339	50 469	50 469	50 469	111 858
Température (°C)	45,4	120,0	114,9	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	64,0
Vitesse ascensionnelle (m/s)	12,6	15,7	5,0	10,3	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	0,001	13,5
Polluants : concentration en mg/Nm³												
Poussières	Dont PM10	20,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0	20,0
	Dont PM2,5	10,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	10,0
Formaldéhyde	50-00-0	5,0	5,0	0,5	1,0	0,5	0,5	0,5	1,0	0,5	0,5	15,0
2,4 TDI	584-84-9	1,70E-03	9,72E-04	1,20E-03	1,20E-03	1,00E-03	1,00E-03	1,00E-03	8,00E-04	1,00E-03	1,00E-03	1,70E-03
Anhydride maléique	108-31-6	0,292	0,062	0,215	0,215	0,215	0,215	0,215	0,215	0,215	0,215	0,292
Acroléine	107-02-8	0,0144	0,0259	0,0028	0,0028	0,0028	0,0028	0,0028	0,0028	0,0028	0,0028	0,0144
SO2			15,0									15,0
NOx		2,0	50,0	100,0								100,0
COV non méthaniques		110,0	110,0	110,0	110,0	110,0	110,0	110,0	110,0	110,0	110,0	110,0
Polluants : flux en kg/h												
Poussières	Dont PM10	1,3796	0,1250	-	0,2183	0,1861	0,1189	0,3008	0,3167	0,2523	0,2523	2,2372
	Dont PM2,5	0,6898	0,0625	-	0,1091	0,0931	0,0594	0,1504	0,1583	0,1262	0,1262	1,1186
Formaldéhyde	50-00-0	0,3448	0,1250	-	0,0228	0,0372	0,0119	0,0301	0,0317	0,0505	0,0522	1,6779
2,4 TDI	584-84-9	1,17E-04	2,43E-05	-	5,24E-05	4,47E-05	2,38E-05	6,02E-05	6,33E-05	4,04E-05	5,05E-05	1,90E-04
Anhydride maléique	108-31-6	0,0201	0,0016	-	0,0094	0,0080	0,0051	0,0129	0,0136	0,0109	0,0109	0,0327
Acroléine	107-02-8	0,0010	0,0006	-	0,0001	0,0001	0,0001	0,0002	0,0002	0,0001	0,0001	0,0016
SO2		-	-	0,0937	-	-	-	-	-	-	-	1,6779
NOx		0,1380	1,2500	0,6245	-	-	-	-	-	-	-	11,1858
COV non méthaniques		7,5877	2,7500	-	4,8024	4,0946	2,6147	6,6175	6,9673	5,5516	5,5516	12,3044

Les valeurs limites résultent des calculs de dispersion pris en compte dans l'évaluation des risques sanitaires.

Elles s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base de 24 heures.

Si le flux horaire de poussières dépasse 5 kg/h, mais est inférieur ou égal à 50 kg/h, une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée.

Article 3.2.3.1 Plan de gestion des solvants

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées et répondant aux dispositions de l'article 10.2.1.1 du présent arrêté.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.2.1 Origine des approvisionnements en eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Usage	Consommation annuelle	Débit maximal	
			Horaire	Journalier
Réseau public (eau potable)	Usage sanitaire	1 000 m ³		
Canal de Roanne à Digoin	Usage industriel	60 000 m ³	8 m ³ /h	192 m ³ /j

Article 4.2.2 Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Article 4.2.2.1 Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.2.3 Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

L'exploitant met en œuvre, en cas de sécheresse, les dispositions prévues à l'arrêté préfectoral cadre « Sécheresse » en vigueur.

L'exploitant remet l'étude technico-économique examinant les conditions de réutilisation des effluents issus de la station d'épuration au plus tard le 31 décembre 2023.

Dans tous les cas, en période de sécheresse, l'inspection est informée des mesures de réduction des consommations mises en œuvre et des résultats obtenus. Si les résultats s'avéraient insuffisants au regard de la ressource mobilisée, des mesures spécifiques seront à proposer, au cas par cas, par l'exploitant.

CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1 Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.3.2 Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.3 Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.3.4 Conception et entretien des réseaux

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.4.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- .les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées
- .les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- .les eaux polluées : les eaux de procédé, les eaux de lavages des sols, les purges des chaudières, etc.
- .les eaux résiduaires après épuration interne : les eaux issues des installations de traitement interne au site ou avant rejet vers le milieu récepteur.
- .les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine, les eaux de purge des circuits de refroidissement.

Caractéristiques des points de rejet :	Eaux industrielles	Eaux sanitaires	Eaux pluviales
Natures des effluents	Eaux résiduaires industrielles, issues du traitement par voie humide des gaz résiduaires, du séchoir de fibres, du défibreur, du refroidissement du défibreur, de la purge de la chaudière et du nettoyage des tapis en sortie de refroidisseur	Eaux sanitaires	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Réseau communal	Réseau communal	Réseau interne Les eaux sont collectées et transférées vers un bassin de 805 m3 équipé de pompes de relevage. Un actionnement automatique de ces pompes permet le transfert des eaux récupérées vers un décanteur/déshuileur avant le rejet final dans un ouvrage VNF. Ce dispositif permet de respecter une régulation à un débit de 10 l/s maximum Séparateur d'hydrocarbures
Traitement avant rejet	Station de / traitement physico-chimique Débit maximal moyen mensuel :		

		192 m3/j			
		Débit maximal			
		instantané : 8 m3/h			
Milieu naturel	ou	La Loire après	La Loire après	Ouvrage VNF	puis Loire
récepteur	de	passage par la	passage par la	Conditions de	raccordement :
station		station d'épuration	station d'épuration	Autorisation de	déversement et
traitement		de Roannais	de Roannais	convention de rejet	VNF
collective		Agglomération	Agglomération		

Article 4.4.2 Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.4.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition ...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.4.4 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou

retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.5 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.4.5.1 Conception

Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

Rejet dans une station collective

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

En relation avec le gestionnaire de la station collective, l'exploitant devra s'informer régulièrement du rendement de l'épuration entre l'entrée et la sortie de la station pour les paramètres qui le concernent ainsi que des périodes de dysfonctionnement de la station qui pourraient être dues, a priori, à des rejets non conformes. Ces informations seront recueillies au minimum semestriellement.

Article 4.4.5.2 Aménagements

4.4.5.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.4.5.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.4.5.3 Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4° c.

Article 4.4.6 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- .de matières flottantes,
- .de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- .de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °c
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.4.7 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.4.8 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 4.4.8.1 Rejets dans le réseau communal relié à une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n ° 1

(coordonnées : X : 784,161 km – Y : 6553,853 km – Altitude 269 m)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l) sur échantillon moyen de 24 h	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	600	60
DBO5	800	80
DCO	2000	200
Azote global	150	15
Composés organiques halogénés (AOx ou EOx)	1	0,1
P total	50	5
Métaux totaux (NFT 90-112) (Cr, Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Cd, Pb)	15	1,5
Hydrocarbures totaux	10	1

La prestation d'accompagnement, souscrite auprès de la société fournissant la station, comprenant les visites sur site du technicien et la fourniture des produits nécessaires au fonctionnement de la station d'épuration du site, est conservée jusqu'à mise en place des installations nécessaires au respect des

valeurs limites prescrites ci-avant.

Une période d'observation terminée au 30 juin 2023 permettra la confirmation des valeurs prévisionnelles estimées par la mesure des effluents réels produits après mise en exploitation des nouvelles installations de production. Des tests complémentaires voire des essais pilotes à l'échelle semi-industrielle pourront être pratiqués. La prise en charge de l'ensemble des effluents industriels en vue de leur réinjection dans le process est étudiée dans le cadre de ces compléments d'études.

Le traitement complémentaire sera dimensionné au regard des résultats et mis en place pour traiter l'effluent complet de la situation future et le réinjecter dans le process, au plus tard le 1^{er} mars 2024.

Dans l'intervalle, la qualité des eaux résiduaires rejetées sera temporairement dégradée selon les paramètres suivants :

- Volume rejet : Max 140 m3/j
- Concentration DCO : 5 000 mg/l
- Concentration DBO5 : 2 500 mg/l

Ces valeurs limites temporaires sont validées par le gestionnaire de la station d'épuration collective, par convention temporaire à transmettre à l'inspection. Cette convention vise à pouvoir accepter jusqu'au 1^{er} mars 2024 les rejets dégradés d'Isonat tout en assurant un rejet conforme au milieu naturel dans l'attente du nouvel investissement de l'exploitant. Cette convention pourra être révisée, en fonction des résultats relevés, après la première campagne d'analyses des rejets de la station interne du site suivant la mise en service des nouvelles installations de production.

Si refus de ce protocole, l'exploitant met en œuvre sans délai les actions permettant de respecter les valeurs limites réglementaires.

Article 4.4.9 Valeurs limites d'émission des eaux domestique

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.4.10 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Les eaux pluviales collectées sur les zones non abritées des eaux météoriques sur lesquelles sont stockées les plaquettes de bois sont évacuées vers le milieu récepteur après traitement approprié si elles sont susceptibles d'y entraîner des matières et polluants spécifiques de l'activité. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 4.4.11 Valeurs limite d'émission des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 2
(coordonnées : X : 784,22 km – Y : 6553,59 km – Altitude 267,98 m)

Paramètre	Seuil (concentration en mg/l ou valeur maximale)
pH	Entre 5, 5 et 8,5
DCO	300
DBO5	100
MEST	100

Hydrocarbures totaux	5
Métaux totaux (NFT 90-112) (Cr, Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Cd, Pb)	15

Le rejet des eaux pluviales devra respecter un débit de fuite maximal de 5 litres par seconde et par hectare pour une pluie décennale soit 47,7 m³/h (pour 26 500 m² de superficie de toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées).

L'équipement permettant la récupération des hydrocarbures (séparateur) est équipé d'un dispositif d'alarme de niveau de ces produits.

TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1 Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 5.1.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5 Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.1.7 Epandages

Les épandages notamment des eaux résiduaires, des boues et des déchets sont interdits.

TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Article 6.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant à la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCE ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 6.2.1 Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 6.2.2 Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.2.3 Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que

son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.4 Produits biocides – Substances candidates à substitution

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

Article 6.2.5 Substances à impacts sur la couche d'ozone (et le climat)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

Article 6.2.6 Emission de rayonnements ionisants

Deux sources scellées de césium 137 d'activité 55,5 MBq sont utilisées pour détecter le niveau de plaquettes de bois à l'intérieur du cuiseur vapeur.

Ces sources sont conformes aux normes NF M61-002, ISO2919 et ISO9978.

L'exploitant transmet à l'inspection les autorisations correspondantes pour leur détention et exploitation lors de leur délivrance ou de leur renouvellement.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Ces mesures sont effectuées aux points identifiés en annexe I du présent arrêté.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Article 7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1 Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
En limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 7.2.3 Dispositions particulières relatives aux émissions sonores

Pour remédier aux dépassements des niveaux sonores et émergences réglementaires, l'exploitant traite en priorité, avant le 1^{er} octobre 2023, les sources identifiées, selon les travaux prévus à l'étude d'incidence jointe à son dossier de demande d'autorisation environnementale :

- Hall ventilateur séchoir
- Hall bac séchoir récupération
- Hall presses à balles
- Ouvertures permanentes : Porte sectionnelle de la chaufferie, Porte palière de la chaufferie, Grilles de ventilation de la chaufferie, Porte palière du pré et accès au hall ventilateur séchoir, Porte palière du pré et accès au hall ventilateur séchoir.

Les autres sources (filtres, déstockeur à balles, installations en toiture) qui ne participent pas directement à l'impact sonore vers la ZER1 font l'objet d'une vérification après mise en place des mesures prévues. Un contrôle des niveaux sonores et émergences est réalisé à la mise en service des nouvelles installations.

En cas de constat de dépassement des valeurs limites les installations nouvelles font a minima l'objet du traitement suivant :

- Habillage acoustique de la structure métallique autour de la tour et de la tuyauterie principale
- Doublage acoustique du bardage métallique derrière l'installation, afin d'éviter la réflexion des ondes sonores
- Habillage acoustique de la structure métallique autour du défibreur

L'activité nocturne sur la plateforme de stockage, se limitera à la sortie des produits finis pour stockage. Aucun enlèvement de produits finis ne sera effectué en période nocturne.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

Article 7.3.1 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

Article 8.1.1 Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 8.1.2 Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Une distance minimale de 8 mètres entre le "stockage de produits finis" extérieur et les bâtiments et installations fixes est respectée et les îlots de stockage des produits finis sont espacés d'au moins 6 mètres entre eux.

La nouvelle aire de stockage des plaquettes est distante de 30 m de l'aire existante.

Article 8.1.3 Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.4 Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.

Une surveillance est assurée en permanence, par la présence de salariés ou, en cas de fermeture du site par rondes assurées par une société spécialisée. Les personnels en charge de cette surveillance sont formés aux procédures d'urgence.

Article 8.1.5 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 8.1.6 Etude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.2.1 Comportement au feu

Les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des équipements, des procédés ou des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum en présentant des caractéristiques de faible réaction et de résistance adapté au feu.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.2 Intervention des services de secours

Article 8.2.2.1 Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.2.2.2 Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

L'établissement devra être desservi par une voie échelle sur tout son périmètre et entre la partie "stockage produits finis" à l'extérieur et le bâtiment principal. Cette voie échelle possédera les caractéristiques suivantes :

- largeur utile minimum : 6 m
- longueur minimale de l'aire de stationnement : 10 mètres
- pente maxi : 10 %
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres ajoutée
- la distance par rapport à la façade est d'un mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire
- hauteur libre : 3,50 m
- résistance à la charge : la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes avec un maximum de 9 tonnes par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum. Elle présente une résistance minimale au poinçonnement de 80 N/cm^2 .

Article 8.2.3 Désenfumage

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la réglementation, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto-commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

Article 8.2.4 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- de débits permettant une disponibilité de 450 m³/h pendant deux heures soit un volume total de 900 m³ au minimum. Si ces débits sont atteints par utilisation des eaux du Canal, une plate-forme conforme aux exigences du règlement départemental d'incendie et de secours est aménagée par l'exploitant.
- d'un système d'extinction automatique adapté aux risques propres aux installations de production, alimenté par une bache de 420 m³ et conforme à la règle NFPA. Ce système comprend un groupe moto-pompe indépendant.
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

La défense extérieure contre l'incendie devra permettre d'assurer un débit de 450 m³/h pour les stockages extérieurs et 210 m³/h pour la défense des bâtiments pendant 2 heures minimum.

Les dispositifs de lutte contre l'incendie devront respecter les contraintes suivantes :

- les poteaux d'incendie devront être de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes : diamètre 100 mm, débit 17 l/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 100 m de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (application de la norme NFS 62.200).
- dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau, il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau, propres au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles – publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définis par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

Deux dispositifs d'aspiration d'eau dans le canal devront permettre d'alimenter 2 fourgons incendie (2 × 120 m³/h). Ces dispositifs devront respecter les documents techniques établis par le service prévention du SDIS.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.3.1 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre sont mises à jour au 31 mai 2023. Les travaux de mise en conformité éventuels pour la protection des installations sont effectués au plus tard le 31 août 2023.

Article 8.3.2 Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.

Article 8.3.3 Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Le bâtiment principal est équipé d'un système d'extinction automatique.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et d'extinction automatiques. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés, entretenus et contrôlés régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.4.1 Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

« L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

« Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation et son volume ne devra pas être inférieur à 2375 m³.

La rétention créée au niveau des stockages extérieurs de produits finis, constituée par une forme de pente est raccordée à un réseau d'eaux pluviales obturable par une vanne.

La vidange du bassin d'écêtement des eaux pluviales n'est possible que par déclenchement volontaire de sa station de pompage.

Tous les émissaires des réseaux eaux pluviales vers le milieu naturel sont obturables par une vanne. L'exploitant établit une procédure spécifique pour l'activation de ces vannes si leur fermeture n'est pas automatique et désigne une ou des personnes responsables de son application.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

VI. L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, etc.)

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1 Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.2 Travaux

Dans les parties de l'installation notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.

Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 8.5.3 Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Article 8.5.4 Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Article 9.1.1 Prescriptions applicables

Les installations à déclaration relevant des rubriques 2910 sont régies par les arrêtés ministériels de prescriptions générales qui leur sont applicables.

CHAPITRE 9.2 FABRICATION DE PANNEAUX A BASE DE FIBRE DE BOIS

Article 9.2.1 Chaudière vapeur

La chaudière est équipée des sécurité minimales suivantes :

- soupape de sécurité,
- limiteur de pression,
- 2 limiteurs de niveau d'eau très bas,
- 1 limiteur de niveau d'eau très haut,
- 1 limiteur de température, 1 limiteur de conductivité de l'eau,
- un brûleur conforme aux normes EN 676 et EN 298
- mode d'exploitation sans présence humaine 72 h respecté

Article 9.2.2 Séchoirs de fibres de bois

Article 9.2.2.1 Entretien et nettoyage

Les séchoirs font l'objet d'inspection et de nettoyage régulier afin d'éviter les accumulations de matière pouvant prendre feu en cas de longue exposition aux températures élevées. La fréquence des inspections, à minima hebdomadaire dans les 3 premiers mois après mise en service du second séchoir, puis mensuelle en routine, est établie en fonction des conditions de fonctionnement du séchoir. Ces opérations sont consignées.

Article 9.2.2.2 Equipements de sécurité

Les séchoirs sont munis de limiteurs de température de sécurité, indépendants de la régulation de température process. Les limiteurs de température doivent arrêter le séchoir (arrêt d'alimentation de la matière dans le séchoir, coupure de l'arrivée d'air chaud, arrêt de la vanne rotative du cyclone, etc.) dès que la température maximum de 220°C est atteinte.

Les séchoirs sont équipés d'un système de détection et d'extinction d'étincelle ou de départ de feu.

Les séchoirs sont munis de systèmes automatiques de détection et d'extinction d'étincelles. En cas de détection d'étincelles, un premier niveau d'action consiste à déclencher une alarme et à pulvériser de l'eau sur la zone concernée, sans arrêter la production. Si l'action n'est pas efficace, le niveau 2 est déclenché automatiquement avec un arrêt des équipements. Les détecteurs d'étincelles sont régulièrement inspectés et nettoyés afin d'assurer leur bon fonctionnement et leur fiabilité.

Les séchoirs ainsi que les ventilateurs critiques sont équipés de contrôleurs de vibrations stoppant automatiquement et immédiatement les ventilateurs en cas de vibrations excessives.

Des systèmes automatiques de détection et d'extinction d'étincelles en aval de ces ventilateurs

permettent, en cas de détection, l'arrêt automatique des ventilateurs. Ces dispositifs sont également installés en amont du caisson de déviation du dispositif d'aiguillage en X, entre les vannes rotatives des cyclones et le caisson de déviation permettant, en cas de détection, l'arrêt automatique du séchoir, des vannes rotatives des cyclones, etc.

Les événements d'explosion du cyclone de chaque séchoir sont équipés de détecteurs de rupture arrêtant automatiquement et immédiatement le séchoir en cas d'explosion (arrêt de l'alimentation de la matière dans le séchoir, coupure de l'arrivée d'air chaud, arrêt de la vanne rotative du cyclone, etc.)

L'exploitant s'assure que le dernier tiers du tube de séchage, la vanne rotative du cyclone, la conduite reliant le cyclone au caisson de déviation du système d'aiguillage en X, la conduite de sortie d'air propre du cyclone et tous les éléments placés en aval du cyclone relativement au sens de l'écoulement de l'air (échangeur de chaleur, etc.), la conduite d'entrée du cyclone, y compris le ventilateur, et la conduite de sortie d'air propre du cyclone ont la même résistance à l'explosion que le cyclone.

En cas d'explosion, la vanne rotative du cyclone du système égalisateur du matelas et du dispositif de coupe longitudinale du matelas être automatiquement et immédiatement arrêtée.

Le caisson de déviation du dispositif d'aiguillage en X est protégé par un système de suppression de l'explosion ou par des événements d'explosion sans flammes. Ce caisson ainsi que ses éléments internes (volet d'aiguillage), doivent être construits de façon à pouvoir résister à la surpression maximale que produirait une éventuelle explosion après déclenchement du système de suppression de l'explosion ou ouverture des événements d'explosion sans flammes.

En cas d'explosion dans la trémie de fibres, l'installation complète doit automatiquement et immédiatement être arrêtée.

L'exploitant prend toute disposition pour empêcher la propagation d'éventuelles explosions démarrant dans les filtres vers les équipements reliés à ces filtres (en isolant par exemple les conduites d'entrée d'air des filtres dépoussiéreurs des lignes de conformation et des presses par des clapets anti-retour à l'épreuve de l'explosion et agissant comme barrière à l'égard de la flamme, des barrières chimiques ou des déviateurs d'explosion). Ces dispositions sont également applicables pour les équipements situés en aval de ces filtres par l'isolation des conduites d'entrée d'air des filtres dépoussiéreurs de la ligne de conformation et de la presse par des clapets anti-retour.

Article 9.2.3 Dépotage et stockage de pMDI

Le dépotage du pMDI s'effectue en présence du chauffeur et d'un membre personnel ISONAT.

Le dépotage s'effectue sur une dalle béton à couvert avec forme de pente conduisant à une rétention déportée enterrée constituée d'une cuve en PEHD de 27 m³ dans cuvelage béton.

Une procédure spécifique de traitement des produits en cas d'épandage est établie.

Une procédure organisant contrôle régulier de la cuve de rétention est établie pour s'assurer de sa disponibilité et de sa propreté.

La zone est équipée d'un dispositif rince-oeil. Les Équipements de Protection Individuelle adaptés au risque sont disponibles à proximité.

Une fiche spécifique relative aux dangers du produit est affichée sur la zone.

Le pMDI est stocké dans 2 cuves de 35 m³ situées dans un local coupe-feu de la partie technique du bâtiment. Les événements de respiration des cuves sont équipés de filtres à charbon actif renouvelés régulièrement. Le stockage est installé sur une rétention de 74 m³ minimum.

Le maintien en température du PMDI pendant les opérations de dépotage, stockage et alimentation process est assuré par eau chaude circulant en boucle fermée. Les cuves sont équipées de sondes de température avec report d'alarme sur le responsable désigné ou les responsables d'astreinte hors heures ouvrées

L'exploitant acquiert un détecteur permettant de contrôler, en toute situation et notamment en cas d'incident mettant en cause le pMDI ou les fabrications à base de pMDI, la teneur en HCN de l'air ambiant.

Article 9.2.4 Gaz naturel

Le site est équipé d'un poste de livraison gaz naturel permettant la détente de 16 à 4 bars. Une canalisation enterrée transite sur le site jusqu'au pied de la chaufferie munie d'un coffret de détente gaz en 300 mbar. L'équipement est conforme à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 en termes de sécurité et dispose d'une chaîne de détection action composée

- d'un détecteur de pression de gaz dans la canalisation redondant et
- d'un détecteur d'ambiance dans la chaufferie redondant asservissant une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive en amont de la chaufferie.

Une vanne manuelle complète le dispositif au niveau de l'entrée de la chaufferie et au niveau du brûleur de la chaudière.

Article 9.2.5 Etuve de la ligne FLEX

L'exploitant met en place les procédures de nettoyage et entretien de l'étuve, au besoin en assurant un audit régulier des pratiques des sous-traitants qui en sont chargés.

Le système d'extinction automatique par déluge est maintenu en état opérationnel par nettoyage régulier et vérification de toutes les têtes d'extinction. Cette vérification est mensuelle jusqu'à établissement d'un plan de suivi adapté.

TITRE 10 – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.1.1 Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 10.1.2 Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.2.2 Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées ou diffuses

L'exploitant met en œuvre une autosurveillance des rejets atmosphériques dans les conditions définies ci-après :

Rejets n° 1, 3 et 12 repris à l'article 3.2.2 du présent arrêté

Paramètre	Fréquence d'autosurveillance
Débit	semestrielle
Poussières	semestrielle
NOX en équivalent NO2	semestrielle
COVNM	semestrielle
COV Annexe III	semestrielle
Formaldéhyde	semestrielle

Rejets n° 2, 4 à 11 repris à l'article 3.2.2 du présent arrêté : autosurveillance annuelle.

La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, la condition suivante est remplie :

- le flux horaire maximal de COV à l'exclusion du méthane, visés à l'annexe III, ou présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou une phase de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, ou les composés halogénés présentant une mention de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68, dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés).

Toutefois, cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

Dans les autres cas, des prélèvements instantanés sont réalisés.

Dans le cas où le flux horaire de COV visés dans le tableau de l'annexe III ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou des phases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61 ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 dépasse 2 kg/h sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les espèces effectivement présentes.

Article 10.2.1.1 Auto surveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

Avant le 30 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

Article 10.2.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Article 10.2.2.1 Autosurveillance des rejets aqueux

L'exploitant met en œuvre une autosurveillance des rejets aqueux dans les conditions définies ci-après. Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre (sur la base d'échantillons réalisés dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations, par prélèvement sur 24 heures asservi au débit).

Rejets n° 1 du présent arrêté :

Paramètre	Périodicité de l'auto-surveillance assurée par l'exploitant	Périodicité des mesures par un organisme tiers agréé
Référence du rejet	N° 1 (eaux résiduelles)	
Débit pH	journalière hebdomadaire	trimestrielle trimestrielle

Température MEST DBO5	hebdomadaire hebdomadaire Par tiers sur les 6 premiers mois, mensuelle au-delà si les résultats sont conformes	trimestrielle trimestrielle Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – trimestrielle au-delà si les résultats sont conformes
DCO Azote global	hebdomadaire Par tiers sur les 6 premiers mois, mensuelle au-delà si les résultats sont conformes	trimestrielle Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – trimestrielle au-delà si les résultats sont conformes
P total	Par tiers sur les 6 premiers mois, mensuelle au-delà si les résultats sont conformes	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – trimestrielle au-delà si les résultats sont conformes
Hydrocarbures totaux	Par tiers sur les 6 premiers mois, mensuelle au-delà si les résultats sont conformes	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – trimestrielle au-delà si les résultats sont conformes
Composés organiques halogénés (AOx ou EOx)		conformes trimestrielle

Rejets eaux pluviales

Paramètre	Périodicité des mesures effectuées par un organisme tiers agréé
Référence du rejet	N° 2 eaux pluviales
pH	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – annuelle au-delà si les résultats sont conformes
MEST	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – annuelle au-delà si les résultats sont conformes
DBO5	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – annuelle au-delà si les résultats sont conformes
DCO	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – annuelle au-delà si les résultats sont conformes
Métaux totaux (NFT 90-112) (Cr, Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag, Cd, Pb)	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – annuelle au-delà si les résultats sont conformes
Hydrocarbures totaux	Mensuelle sur les 6 premiers mois après mise en service – annuelle au-delà si les résultats sont conformes

Article 10.2.2.2 Surveillance des substances pertinentes dans les eaux souterraines et les sols

L'exploitant met en place une surveillance périodique sur les substances pertinentes définies dans le rapport de base de mars 2016 (V01).

La fréquence de cette surveillance est d'au moins :

- une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines ;
- une fois tous les dix ans pour le sol.

La surveillance est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base de mars 2016 (V01) ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Cette surveillance périodique peut être substituée par une surveillance fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution (présence de rétention étanche par exemple).

Le remplacement de la mesure d'un produit par une substance représentative de la présence de ce produit dans les eaux souterraines ou les sols, est admis.

Article 10.2.3 Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Article 10.2.3.1 Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

Article 10.2.4 Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 10.3.1 Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Article 10.3.1 Transmission des résultats d'autosurveillance

Sauf impossibilité technique, les résultats de l'ensemble des mesures prévues sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration GIDAF du ministère en charge des installations classées

(<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/Gidaf/>) et dès réception du rapport pour les contrôles par organismes. Dès lors qu'une mesure à minima mensuelle est prescrite, les résultats de l'autosurveillance du mois N sont saisis avant la fin du mois N+1.

Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 10.3.12 Bilan de l'auto surveillance des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE 11 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 11.1 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 11.2 Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Mably pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Le maire de Roanne fera connaître par procès verbal, adressé à la direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques – l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société ISONAT SAS.

Article 11.3 Exécution

Le sous-préfet de l'arrondissement de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de Mably et à la société ISONAT SAS.

Saint-Etienne, le 14 AVR. 2023

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Dominique SCHULTZ-FENECKER

Annexe 1

Points de mesure des niveaux sonores et émergences



Les différents points de mesure désignent :

- **RES (Résiduel) :**
Représentatif du bruit en l'absence des équipements de l'établissement ISONAT.
- **ZER1 (Zone à émergence réglementée) :**
Représentatif du bruit ambiant situé sur l'habitation la plus proche.
- **LP1 / LP2 (Limite de propriété) :**
Représentatif du bruit ambiant sur la propriété de ISONAT.

